



CHECK AGAINST DELIVERY
VÉRIFIER AU PRONONCÉ

STATEMENT BY THE HONOURABLE JOHN BAIRD
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF CANADA
TO THE SIXTY-SEVENTH SESSION OF UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY

NEW YORK, 1 OCTOBER 2012

DÉCLARATION DE L'HONORABLE JOHN BAIRD
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CANADA
À LA SOIXANTE SEPTIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 1 OCTOBRE 2012

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à l'ouverture de la 67^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Permettez-moi d'abord de commencer par un moment de silence en hommage à tous les diplomates, d'un si grand nombre de pays, qui ont perdu la vie au service de notre humanité commune et dans la quête d'une meilleure compréhension entre les pays.

L'ouverture de cette session marque un tournant historique pour l'Assemblée générale. Depuis la tenue de la première session, à Central Hall, dans le quartier de Westminster, à Londres, en janvier 1946, jusqu'à l'ouverture de cette nouvelle session, il s'est écoulé précisément 66 ans et 8 mois. L'Assemblée générale existe désormais depuis deux tiers de siècle.

Les deux tiers d'un siècle au cours duquel elle a été témoin – comme la planète tout entière – à la fois de grandes réalisations et de graves injustices, de victoires et de tragédies humaines.

Au cours de cette période, les peuples du monde entier ont réalisé des avancées remarquables :

- Nous avons mis des humains en orbite.
- Nous avons décodé le génome humain et percé différents mystères de la vie et de la science.
- Nous avons arraché des centaines de millions de personnes à la pauvreté abjecte.

Malgré cela, pendant cette même période, nous avons aussi éprouvé de profondes déceptions :

- Les pires actes de terrorisme dans l'histoire de l'humanité, y compris l'attaque terroriste la plus grave jamais perpétrée, ici même, à New York, le 11 septembre 2001;
- Notre incapacité à prévoir et à prévenir les génocides au Cambodge et au Rwanda;
- La persistance opiniâtre du totalitarisme et du despotisme.

Dans certains cas, il était possible de prévoir ce qui se passerait. Dans d'autres cas, personne n'a prévu ce qui allait se passer et personne n'aurait pu l'imaginer. Alors que nous sommes au seuil du prochain tiers du siècle, un vieil adage s'impose à l'esprit : « La seule constante, c'est le changement. »

En effet, notre monde change constamment et rapidement, dans tous les domaines. Sur le plan géopolitique, ce changement prend la forme d'un rééquilibrage du pouvoir et de nouvelles possibilités. Jamais, depuis la guerre

froide, n'avons-nous été témoins d'autant de changements survenus aussi rapidement.

En cette période de turbulences, où le changement peut survenir de façon rapide et inattendue, il importe encore plus de nous concentrer sur les constantes qui demeurent vraies. Le Canada est bordé par trois océans. Nous sommes donc une nation maritime. Par conséquent, permettez-moi de faire une analogie avec le monde maritime. Il fut une époque où les marins s'orientaient au moyen de l'étoile Polaire. Les vents et les courants se déplaçaient; les tempêtes balayaient les mers; les navires perdaient le cap. Mais l'étoile Polaire ne bougeait pas : elle servait de guide, et c'est vers elle qu'on s'orientait. De la même manière, la seule façon pour nous de maintenir le cap sur les mers agitées est de suivre des principes bien établis, et de se donner un itinéraire afin d'atteindre des objectifs immuables.

Selon nous, ces objectifs sont le bien-être et la prospérité, la sécurité, ainsi que la dignité de l'humanité. Ces objectifs sont conformes aux buts énoncés à l'article 1 de la Charte des Nations Unies. Nous devons poursuivre résolument nos efforts dans cette voie car c'est notre devoir envers les peuples de cette planète, au service desquels nous travaillons. Ils jugeront notre succès à notre capacité de faire progresser la prospérité, la sécurité et la dignité humaine.

Or, la mesure des résultats consiste justement à mesurer les résultats : il ne s'agit pas d'établir un palmarès des meilleurs efforts. Ni de compter les bonnes intentions. Ni de calculer les contributions. C'est pourquoi je ne m'attarderai pas longuement sur la réforme des Nations Unies. Les Nations Unies ne constituent pas un objectif en soi; cette organisation est simplement un moyen d'atteindre nos buts.

Cependant, les Nations Unies doivent passer moins de temps à s'analyser, pour mieux se concentrer sur les problèmes qui requièrent leur attention. Si je fais cette remarque, c'est avant tout dans un esprit constructif et positif.

Le Canada a été parmi les premiers signataires de la Charte des Nations Unies, et il apporte la septième contribution la plus importante au budget de cette organisation. Notre attachement aux Nations Unies a été mis à l'épreuve, mais ne s'est jamais démenti. Ce n'est pas en dépit de cet attachement, mais plutôt en raison de celui-ci que nous ne pouvons et ne voulons participer à une introspection sans fin et inutile.

Par conséquent, la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies concentrera dorénavant son attention, d'abord et avant tout, sur ce que les Nations Unies réalisent, et non pas sur la façon dont elles mènent leurs affaires. Les Nations Unies consacrent trop de temps à des questions internes. Elles doivent maintenant tourner le regard vers l'extérieur. Les préoccupations au

sujet des règles et des modes de fonctionnement doivent faire place à la poursuite d'actions importantes et à l'atteinte de résultats. Si les Nations Unies se concentrent sur l'atteinte d'objectifs – tels que la prospérité, la sécurité et la dignité humaine –, la réforme se matérialisera alors d'elle-même.

Au moment où la communauté internationale commence à réfléchir à un cadre de développement pour la période au-delà de 2015, elle ne devrait pas oublier qu'il reste du travail à faire et qu'elle a pris des engagements.

À l'avenir, le Canada aimerait voir davantage d'initiatives comme celle de la Commission d'information et de responsabilisation pour la santé de la femme et de l'enfant des Nations Unies, coprésidée par le premier ministre Stephen Harper et le président de la République unie de Tanzanie, M. Jakaya Kikwete. Les recommandations de cette Commission devront être intégrées dans un cadre de travail pour la période au-delà de 2015.

Bien-être et prospérité économique

Le Préambule de la Charte des Nations Unies reflète l'expression de notre détermination collective à instaurer de « meilleures conditions de vie » pour toute l'humanité. L'objectif est de favoriser « le progrès économique et social de tous les peuples ».

Il ne s'agit pas d'une petite ambition. Ceux d'entre nous qui reconnaissent l'existence du Créateur acceptent la responsabilité d'utiliser, au profit de tous, les dons qu'Il nous a attribués. L'ouverture et l'engagement jouent un rôle essentiel dans le progrès et la prospérité. Depuis des temps immémoriaux, les sociétés vont à la rencontre d'autrui et de leurs voisins, et au-delà de ceux-ci.

Dès que l'être humain a inventé les transports, il a inventé le commerce. Ces échanges ne se limitaient pas au produit de la terre, mais englobaient aussi les marchandises, les pratiques et les idées.

Forte de ses réussites et de ses échecs – c'est-à-dire après avoir récolté les bienfaits de l'engagement et payé le prix de l'isolement –, l'humanité a tiré les enseignements suivants:

- On ne peut promouvoir la compréhension mutuelle en dressant des murs entre les cultures.
- On ne peut aspirer à la prospérité en érigeant des murs entre les économies.
- Et on ne peut faire progresser un peuple en édifiant des murs entre celui-ci et l'État.

Il n'est plus nécessaire pour l'humanité de débattre sans fin de la façon d'améliorer les conditions de vie des gens. Cela n'a rien de mystérieux. Grâce à l'expérience humaine, nous connaissons les conditions de la prospérité : Des échanges commerciaux libres entre des sociétés ouvertes, qui fonctionnent selon des règles transparentes, cohérentes et justes.

Comme l'a écrit récemment le Secrétaire général Ban Ki-moon : « Participer à la marche du monde est le meilleur moyen d'accéder à un avenir meilleur. »

La poursuite du progrès économique et social de tous les peuples se manifeste par la lutte en faveur de l'ouverture des marchés, des sociétés et des esprits. Dans cette lutte, il est évident que le Canada n'est pas neutre. Nous estimons que le bien-être des Canadiens est tributaire de l'ouverture, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Par expérience, les Canadiens comprennent le lien entre le commerce international et la prospérité. Après tout, pour réussir à faire tourner la dixième économie de la planète, alors qu'il n'arrive qu'au 36e rang dans le monde sur le plan démographique, le Canada fait la preuve qu'il est une nation commerçante.

Comme nous élargissons nos échanges avec plus de détermination que jamais, nous cherchons des partenaires. Toutefois, nous sommes pleinement conscients que, pour que les échanges puissent se poursuivre de manière soutenue, il nous faut la stabilité et la sécurité.

Sécurité mondiale

Les Nations Unies seront également jugées à l'aune de leur capacité à promouvoir la sécurité de l'humanité. Or, la poursuite de la sécurité est indissociable de la poursuite du bien-être. La sécurité constitue, après tout, un élément essentiel du bien-être des gens. Une fois de plus, l'ouverture et l'engagement sont des moyens importants d'atteindre le but visé.

Même si les modalités d'exécution suscitent parfois des tensions, il n'existe aucune opposition fondamentale entre la sécurité nationale et des sociétés ouvertes : dans les deux cas, il s'agit de protéger les mêmes valeurs, les mêmes droits, les mêmes libertés.

Il ne suffit pas pour une société d'assurer sa propre sécurité. En tant que membres de la communauté des nations, la sécurité mondiale nous concerne tous. Ou, comme l'a déclaré sans ambages Nelson Mandela : « La liberté ne signifie rien sans la sécurité chez soi et dans les rues. »

C'est donc dire que notre liberté se trouve renforcée lorsque les autres aussi sont libres. Et elle se trouve diminuée aussi longtemps que nos sœurs et nos frères sont prisonniers de la peur.

Parce qu'une menace pour les uns constitue une menace pour tous, notre sécurité se renforce lorsque nous coopérons afin de protéger des démocraties fragiles ou afin de faire obstacle aux forces déstabilisatrices.

La crise en Syrie est l'occasion de mettre à l'épreuve la capacité de cette organisation à obtenir des résultats. Alors que le régime brutal et répressif de Bashar al-Assad continue de massacrer son propre peuple, les Nations Unies ne sont pas parvenues à imposer des sanctions contraignantes qui permettraient d'endiguer la marée sanglante provoquée par ces exactions. Jusqu'à la fin des temps, l'humanité s'en souviendra et l'histoire jugera les États membres qui permettent que ces atrocités se poursuivent.

Bien des gens sur cette planète, y compris un grand nombre de citoyens que nous représentons, ne peuvent comprendre pourquoi cette organisation – malgré le bruit et la fureur des débats dans cette grande assemblée – ne parvient pas à prendre des mesures concrètes.

Mais quel est donc notre rôle?

Nos citoyens affirmeront volontiers que notre rôle consiste à œuvrer en faveur de notre humanité commune, et que notre mandat est de resserrer les liens au sein de celle-ci. Il est difficile de réfuter cette logique. Le regretté Martin Luther King Jr. a dit ce qui suit :

« Celui qui accepte passivement le mal en est aussi coupable que celui qui aide à le perpétrer. Celui qui accepte le mal sans s'y opposer, contribue dans les faits à le propager. »

Et si l'intérêt collectif pour notre humanité commune ne nous pousse pas à agir, alors notre intérêt personnel devrait nous convaincre de le faire, ne serait-ce que pour notre propre sécurité. Après tout, les stocks d'armes chimiques et biologiques se moquent de la souveraineté nationale ou de l'intégrité territoriale.

Qui parmi nous serait en sécurité si les armes chimiques et biologiques d'un autre État membre tombaient entre de mauvaises mains?

C'est pourquoi le Canada demande au régime syrien de protéger le mieux possible ses stocks d'armes chimiques contre les risques d'utilisation ou de prolifération, entre des mains malveillantes; Lorsque la Libye de l'après-Kadhafi a fait connaître sa volonté de détruire des stocks d'armes non déclarés antérieurement, le Canada a apporté son concours par une contribution de 6

millions de dollars à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, afin qu'elle réalise cet objectif crucial.

D'ici à ce qu'il soit possible d'en faire autant en Syrie, le Canada est prêt à aider les États voisins à prendre des mesures pour réduire la menace de prolifération posée par ces armes. Dans l'intervalle, le Canada continue de demander que cesse immédiatement la violence. Et Assad doit être remplacé par un nouveau régime qui protège l'intégrité territoriale de la Syrie et respecte les droits de son peuple. J'ai vu de mes yeux le désespoir du peuple syrien à la frontière jordanienne. Et j'ai vu cette scène déchirante de la petite fille qui m'a dit que tout ce qu'elle voulait, c'était rentrer chez elle. Il ne fait aucun doute que cette expérience laissera des cicatrices profondes chez les enfants pris au milieu de ce conflit. Nous devons nous assurer qu'ils auront la chance d'avoir une vie meilleure. Une vie libérée de la peur. Une vie remplie d'opportunités. Je m'engage à ce que le Canada travaille à soulager la crise humanitaire urgente causée par la violence des 18 derniers mois.

Il incombe à tous les états membres qui en ont les moyens, d'améliorer les conditions des civils syriens affectés par ce combat contre la tyrannie et pour la dignité. À l'heure actuelle, le régime en place en Iran constitue la menace la plus grave pour la paix et la sécurité internationales.

- Il refuse de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité.
- Il menace régulièrement l'existence d'Israël.
- Il fomente la haine contre les Juifs et incite au génocide.
- Il apporte son aide et son soutien à des groupes terroristes, et les abrite.
- Il est coupable d'une répression massive et généralisée des droits de son propre peuple, y compris la répression des gais et des lesbiennes ainsi que des minorités religieuses.

Un Iran nucléaire ne ferait qu'enhardir un régime déjà irrationnel et faire perdurer un facteur de déstabilisation non seulement pour cette région déjà fragile, mais pour la planète entière. Non seulement le gouvernement du Canada a-t-il inscrit formellement le régime iranien sur la liste des États qui apportent un soutien au terrorisme, en vertu de la législation canadienne, mais il a aussi suspendu ses relations diplomatiques avec celui-ci. Certains pourraient se demander pourquoi un pays déterminé à promouvoir l'ouverture et l'engagement décide de suspendre les relations diplomatiques. Nous ne prenons pas ces décisions à la légère. D'un simple point de vue pratique, le mépris flagrant du régime pour la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques suscite des craintes légitimes pour la protection et la sécurité de nos diplomates civils. Mais un principe important est ici en jeu.

Si le Canada attache un certain prix à l'engagement et à des relations sous le signe de l'ouverture, par contre il est impossible d'avoir un dialogue franc avec un régime qui manque à sa parole, revient sur ses engagements et menace de perpétrer des crimes contre l'humanité.

Le sage conseil de l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld, tué il y a 51 ans dans sa quête pour la paix et la justice, résume bien la philosophie du Canada. « Il ne faut jamais acheter la paix et la tranquillité au prix de ses convictions », avait-il coutume de dire. C'est pourquoi le Canada a imposé certaines des sanctions économiques les plus strictes contre le régime iranien.

Mais permettez-moi d'être très clair. Nous ne sommes pas en désaccord avec le peuple iranien, mais bien avec le régime qui s'efforce de le réduire au silence. Le Canada exhorte l'Iran à respecter ses obligations internationales dans le domaine nucléaire, et à mettre fin à ses activités sensibles d'enrichissement. Nous souscrivons aux efforts des « 5P+1 ». L'Iran doit saisir l'occasion offerte par ces pays et négocier de bonne foi, en montrant qu'il réalise des progrès concrets vers le respect de ses obligations nucléaires.

Le régime iranien a encore une chance de se racheter. En fait, j'invite l'Iran à se tourner vers ses voisins, dont certains ont bénéficié du soutien du Canada afin de mettre en place des programmes d'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous continuerons à collaborer étroitement avec les États-Unis et d'autres alliés pour l'amener à respecter ses obligations internationales en ce qui concerne le nucléaire. Plutôt que d'accepter le conflit inévitable que l'Iran semble vouloir provoquer, le Canada cherche une solution pacifique. L'Iran doit agir immédiatement pour cesser toute activité d'enrichissement et abandonner les technologies susceptibles de servir à des fins militaires. L'Iran met la patience de la communauté internationale à l'épreuve. Cela aussi doit cesser.

Dignité humaine

La sécurité mondiale est étroitement liée au troisième objectif que devrait poursuivre cette organisation : protéger la dignité et la valeur de chaque personne, en faisant respecter et en protégeant les libertés fondamentales. Le grand poète Khalil Gibran nous amène à nous rappeler que « la protection des droits d'autrui est l'objectif le plus noble et le plus beau que puisse se fixer un être humain ». Ce n'est pas simplement une question de croyances et de valeurs. Cela implique la nécessité d'agir.

La protection des droits de la personne et de la dignité humaine est une obligation dont chaque État doit s'acquitter envers ses citoyens, ainsi qu'une obligation mutuelle de tous les membres de la communauté internationale. L'histoire montre que des sociétés ouvertes – tolérantes, pluralistes et libres – sont le meilleur garant du respect des droits de la personne et de la dignité humaine. Souvent, ceux qui menacent la sécurité de l'humanité bafouent les droits de la personne. Et même les violations des droits de la personne qui ne constituent pas une menace pour la sécurité demeurent pour nous un sujet de préoccupation. Or, le fait de réduire à l'esclavage d'autres personnes constitue une violation odieuse des droits de la personne, et elle peut prendre de nombreuses formes : Les camps de prisonniers politiques tristement célèbres de la Corée du Nord; Le recrutement forcé par le « M23 » en République démocratique du Congo; Ou le mariage précoce et forcé de jeunes filles, une forme particulièrement barbare d'esclavage. Une autre forme abjecte d'esclavage réside dans la criminalisation de la sexualité : l'emprisonnement, la torture et l'exécution de personnes en raison de ce qu'elles sont, et de qui elles aiment. D'autres violations ont pour effet d'asservir l'âme, en supprimant – parfois par une répression brutale – le droit d'exercer librement le culte de son choix, de pratiquer sa foi et d'avoir des convictions religieuses. Partout où ces violations se produisent, il s'agit d'atteintes inacceptables à la dignité humaine.

Au début de mon allocution, j'ai déclaré qu'il était important d'obtenir des résultats. Cette organisation a été créée pour la poursuite de certains objectifs, et on mesurera son efficacité en fonction de sa capacité à les réaliser. Personne n'a jamais prétendu qu'il serait facile d'accomplir des progrès concrets dans la promotion de la prospérité, du bien-être, de la sécurité et de la dignité de l'humanité. Cela n'a rien de facile. Mais c'est essentiel.

Malgré les difficultés à surmonter, les revers fréquents et, souvent, un lourd tribut à payer, nous savons que les nations et les peuples du monde sont à la hauteur de la tâche. Alors que nous allons célébrer demain l'anniversaire de naissance de Mohandas Gandhi, laissons-nous inspirer par ses mots :

« Il ne faut pas perdre foi en l'humanité. L'humanité est un océan; quelques gouttes impures ne sauraient le souiller. »

Encouragés et inspirés par notre foi en l'humanité, tournons-nous vers l'avenir. Réalisons ensemble des progrès pour que cette organisation obtienne les résultats pour l'atteinte desquels elle a été créée.

Merci.